

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 23 (1986)
Heft: 843

Artikel: Pour une solidarité critique
Autor: Brutsch, François
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1023153>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Domaine

Public

843

DP

J.A. 1000 Lausanne 1 4 décembre 1986
Hebdomadaire romand Vingt-quatrième année

Pour une solidarité critique

La mort de Maurice Demierre, puis d'Yvan Leyvraz, deux coopérants suisses au Nicaragua, a vivement frappé l'opinion en Suisse romande, qui a pris conscience de l'état de guerre dans ce pays. Après la capture d'un mercenaire américain lié à la CIA, les révélations en provenance de Washington sur le financement occulte de la guérilla nous rappellent que les Etats-Unis sont toujours tentés d'imposer un ordre à leur convenance dans ce qu'ils considèrent comme leur basse-cour.

Ne craignons pas de le dire: la victoire de l'insurrection anti-somoziste en 1979 nous a rempli de joie. Et la position du président Reagan - combattue aux Etats-Unis même par de nombreux Américains - nous révolte par ce qu'elle implique de souffrances et de mépris pour le peuple d'un petit pays dont le seul tort est d'avoir un grand voisin.

C'est donc tout naturellement que le Nicaragua a pris sa place dans l'élan de solidarité internationaliste qui anime bon nombre de militants et d'organisations en Suisse. De bananes "Nica" en collectes et en meetings, cette solidarité n'est pas un vain mot.

Encore faut-il savoir sur quoi elle porte. Car de la sympathie pour un peuple au soutien à son gouvernement, il y a un fossé à ne pas franchir trop facilement. Depuis la fuite du dictateur Somoza, l'évolution politique du Nicaragua révolutionnaire n'est que trop classique: rétrécissement de sa base gouvernementale sur l'aile la plus sectaire, accaparement des moyens économiques et sociaux, restriction des libertés des opposants (culminant avec l'interdiction

du quotidien La Prensa), priorité au renforcement militaro-policié.

Le pli a été pris, peut-on dire, dès juillet 1979 avec le refus des commandants militaires sandinistes d'organiser des élections générales avant plusieurs années. Pourquoi un tel délai? Les somozistes étaient en pleine déroute; un large mouvement populaire, y compris les syndicats et partis d'opposition tolérés par Somoza, avait soutenu l'insurrection; il n'y avait à l'époque aucune menace aux frontières; le gouvernement américain n'était alors nullement hostile au gouvernement révolutionnaire (rompant avec la pratique de ses prédécesseurs, le président Carter avait contribué à la chute de Somoza en lui coupant les vivres et en le poussant au départ, et avait accordé immédiatement une aide alimentaire et économique au nouveau régime). Les élections n'eurent lieu que 5 ans et trois mois après la victoire, dans des conditions telles que les principaux partis démocratiques non sandinistes ont renoncé à y participer.

Dans le combat démocratique, il n'y a pas de place pour l'aveuglement romantique. La solidarité ne doit pas abolir la réflexion critique, faute de quoi c'est l'idée même de solidarité qui serait menacée: "chat échaudé craint l'eau froide". Le sort du Nicaragua, coïncé entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, rappelle bien trop les tragédies grecques au déroulement inexorable pour que la gauche socialiste et syndicale se confine dans le rôle de chœur antique.

FB

IL Y A SYNDICAT ET SYNDICAT

Sur le plan syndical, il faut relever la campagne de harcèlement et d'intimidation dont sont victimes la Confédération d'unification syndicale et la Centrale des travailleurs nicaraguayens. Elles avaient défendu les travailleurs dans les conditions difficiles et dangereuses du régime somoziste et contribué à sa chute, notamment lors de la grève générale de juin 1979. Arrestations répétées, détention sans jugement, menaces et pressions sont exercées collectivement sur leurs sections et individuelle-

ment sur leurs membres pour qu'ils adhèrent à la Centrale sandiniste des travailleurs créée par le gouvernement et affiliée à la Fédération syndicale mondiale (qui regroupe les syndicats communistes). La Confédération internationale des syndicats libres (dont l'Union syndicale suisse est membre) et la Confédération mondiale du travail (syndicats chrétiens) ont porté plainte pour violation de la liberté syndicale auprès de l'Organisation internationale du travail.